

> «Le changement climatique risque d'entraîner une grave crise économique, de l'ampleur de celle de 1929»

Un réchauffement qui fait froid dans le dos

Le rapport de Sir Nicolas Stern sur le réchauffement du climat, alarmiste, n'est pas défaitiste. Shimon Awerbuch explique.

JOSY BARTHOL

Ne pas lutter contre le changement climatique entraînerait une crise économique qui coûterait 5,500 milliards d'euros.

C'est l'une des conclusions du rapport de Nicolas Stern qui a fait les unes de la presse internationale fin 2006.

Le rapport préconise de réagir le plus rapidement possible pour éviter des conséquences irréversibles, notamment le déplacement de 200 millions de personnes du fait de la hausse du niveau des océans.

Par ailleurs, près de la moitié des espèces animales ne survivrait pas à ce réchauffement climatique qui coûterait, si l'on veut l'éviter, quelque 5,500 milliards d'euros, soit davantage que les deux guerres mondiales ou que la crise de 1929, c'est-à-dire environ 850 euros par habitant de la planète.

On cauchemarde...

L'un des plus grands spécialistes du secteur de l'énergie, Shimon Awerbuch, professeur à l'université du Sussex, a été l'hôte de l'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement (ALFI) et du mouvement Déi Gréng.

Actuellement membre de l'Agence internationale de l'énergie, à Paris, comme conseiller senior, il travaille sur l'augmentation de la sécurité en matière d'énergie et l'évaluation de l'efficacité des énergies renouvelables et des technologies conventionnelles.



Didactique à souhait, le professeur Awerbuch ne se moque pas du vent

capturé par des investisseurs privés», précise-t-il.

LE VENT

Il s'est aussi penché sur les qualités économiques du vent. «Au cours des quinze ans à venir, l'électricité des turbines à vent installées aujourd'hui coûtera moins cher que la génération de gaz, que beaucoup pensent être l'alternative du moindre coût. Je base ce pronostic sur les propres estimations des coûts du risque ajustées qui emploient les procédures financières se fondant sur le modèle d'équilibre des marchés financiers.»

«Le vent et d'autres énergies renouvelables offrent un mécanisme efficace pour la réduction du changement de climat avec la sécurité augmentée d'approvisionnement en énergie», poursuit-il.

«Les universitaires soulignent que la volatilité du prix du pétrole amortit la croissance économique mais pousse l'inflation et le chômage. Étrangement, cette question semble n'avoir suscité que peu d'attention de la part des personnes définissant la politique de l'énergie.»

photo: Fabrizio Pisolante

Shimon Awerbuch prouve, notamment, que chaque kilowatt d'énergie renouvelable évite des pertes du PIB estimées entre 250 et 450 dollars et qu'une augmentation de 10% de l'électricité d'énergies renouvelables dépasserait de 25% à 50% tout investissement des énergies renouvelables dont les pays du G8 ont besoin. «L'évaluation sociale des solutions de rechange de non-fossiles doit refléter les pertes évitées de PIB dont l'avantage n'est pas entièrement

> Typologie de l'entrepreneur luxembourgeois

Espèce rare

Ce qui frappe dans cette étude du Statec, c'est que justement, l'entrepreneur est rarement luxembourgeois.

MARC FASSONE

Cette étude, réalisée en collaboration avec le CRP Henri Tudor et l'Observatoire de la compétitivité, portait sur les entreprises créées en 2002 et encore actives en 2005. Ceux ayant échoué dans leur entreprise sont donc écartés, ce qui peut certes biaiser les résultats mais fournit, selon le Statec, «un nouvel éclairage sur l'entrepreneuriat au Luxembourg».

Il en ressort qu'à 82%, l'entrepreneur luxembourgeois est de sexe masculin. Mais que dans seulement 26% des cas, il est de nationalité luxembourgeoise. Inquiétant si on recoupe cela avec une autre donnée: celle des motifs poussant les individus à devenir indépendants: «Le désir d'affronter de nouveaux défis et la volonté d'être indépendant.»

Le fait que 56% des entrepreneurs résident cependant au Grand-Duché est-il rassurant? Ce chiffre amène de l'eau au moulin

de ceux qui jugent que l'attractivité de la fonction publique fausse le jeu de l'économie.

FRACTURE SOCIALE

«Le Luxembourg est le seul pays au monde où, pour recruter, je suis en concurrence avec la fonction publique», commentait le responsable d'une grande société américaine au Luxembourg il y a une paire d'années. Parlant du statut unique pour les employés, un responsable patronal lançait en privé, il y a peu: «La vraie révolution, ce serait un statut unique qui s'applique aussi à la fonction publique.» Vaste programme!

D'autant que, interrogés sur les difficultés rencontrées lors de la création de leur entreprise, 71% des sondés ont cité la charge des formalités administratives. Une réponse peu surprenante mais qui peut illustrer une certaine fracture sociale entre deux catégories sociales de poids, dont une est de facto exclue du jeu politique.

L'étude peut être consultée dans le numéro 103 des Cahiers économiques du Statec - disponible sur www.statec.lu - et sera publiée dans les cahiers économiques de Bruxelles.

Rappelez-vous le temps de vos premières conquêtes.

Deloitte.

Deloitte SA, 560 rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg
www.deloitte.lu • Tel: +352 451 451

Member of
Deloitte Touche Tohmatsu
© 2006 • Deloitte SA

EN BREF

SG Private Banking distinguée

L'enquête 2007 sur les banques privées du magazine *Euromoney* vient de classer «SG Private Banking», la ligne-métier de gestion de fortune de la Société Générale, meilleure banque privée en France et au Luxembourg et meilleure banque privée mondiale pour son offre de produits structurés. Par ailleurs, «SG Private Banking» est classée dans le «top ten» des banques privées mondiales. Au Luxembourg, l'activité de gestion de fortune est intégrée dans Société Générale Bank & Trust.

Généreux

Dans le cadre de son don annuel à une œuvre caritative, le groupe Foyer a versé EUR 2,500 à la Croix-Rouge luxembourgeoise pour son programme d'aide aux victimes des mines antipersonnel. Chez Ernst & Young, on a renoncé au traditionnel envoi de cartes de vœux au profit de dons à Handicap International et Médecins sans frontières (MSF) qui ont reçu EUR 4,500 chacun.